La culture touche le Front

Le Monde | 20.03.2014 à 15h42 • Mis à jour le 25.03.2014 à 09h50 | Par Frédéric Joignot et Sandrine Blanchard

A part le mot « merde », qui est « peut-être un peu fort », Jean-Claude Philipot « assume totalement » le libelle contre les collections du fonds régional d’art contemporain de Champagne-Ardenne (FRAC) qu’il a publié le 29 novembre 2013 sur le site officiel du Front national. Intitulé « FRAC : un écrin pour de la merde », le texte de ce commissaire-colonel à la retraite, directeur de campagne de Roger Paris, candidat FN à la mairie de Reims, fustige « les pseudo œuvres qui pourraient parfois être réalisées par un enfant de 5 ans voire par un animal auquel on aurait mis de la peinture sur les pattes et la queue (…) et devant lesquelles les bobos de la gauche caviar ou plus simplement les snobs s’extasient pour faire “moderne” et se distinguer de ce peuple qu’ils méprisent et qui trouve affreux ces “machins” ».

« Il fait peur », écrit le 2 décembre le quotidien régional L’Union-L’Ardennais, ajoutant : « Le vernis du nouveau style du FN ne tient pas longtemps. » De son côté, la directrice du FRAC, Florence Derieux, réagit : « Ces gens-là ne savent plus quoi faire, quoi dire, pour être médiatisés. Tout ce qui est écrit dans ce texte est une aberration. Quand on est tiré vers le bas par quelqu’un qui ne sait pas de quoi il parle, c’est dur. » Elle rappelle que pour ses 30 ans, le FRAC Champagne-Ardenne a organisé, entre 2012 et 2014, 30 expositions où il a montré plusieurs dizaines des 788 œuvres qu’il a acquises depuis 1984.

Quelle politique culturelle le FN va-t-il défendre pour Reims ? Dans son bureau de campagne, M. Philipot, ancien délégué national du groupement catholique intégriste Civitas, appelle à la création d’un fonds rémois d’art figuratif (FReaF) pour rivaliser avec le FRAC. Il défend le lancement d’« ateliers itinérants d’artistes et d’artisans destinés à sensibiliser le public à l’amour d’un vrai métier et à la culture du beau ». Il milite pour des fêtes johanniques (festivités traditionnelles rémoises en souvenir du sacre de Charles VII par Jeanne d’Arc) « plus importantes que celles d’aujourd’hui et véritablement médiévales », avec « des groupes folkloriques ». Une proposition qui étonne les responsables de la mairie (PS) : les prochaines fêtes johanniques, le 31 mai, accueilleront quelque 200 artistes, un « spectacle de feu », 140 artisans et un grand cortège musical et théâtral médiéval comptant plus de 800 figurants. Ils n’ont pas attendu le FN pour en faire une fête populaire, fondée sur l’histoire.

QUELQUES GRANDES OBSESSIONS

Au-delà du ton polémique, le programme de M. Philipot et du FN Reims n’est pas isolé au Front national. Il s’intègre dans une vision du monde culturel structurée par quelques grandes obsessions : attaques contre l’art contemporain, éloge du traditionalisme, dénonciation des réseaux parisiens et de l’élitisme culturel, rejet du multiculturalisme et défense du patrimoine historique et religieux. On retrouve cette rhétorique chez la plupart des candidats aux municipales et chez ses dirigeants. Bruno Gollnisch, président du FN au conseil régional de Rhône-Alpes, soutient ainsi M. Philipot. Dans un article paru sur son blog le 3 janvier, « Art dit “contemporain” : arrêtons de financer le glauque et les escrocs », il dénonce « la mafia des cultureux » et appelle à une nouvelle politique artistique.

« Le FN fera en sorte que ces faquins, grotesques, prétentieux et vides qui tapent les Français au portefeuille, cèdent la place à des artistes authentiques, talentueux et “modernes”. Car il y en a, écartés par ce Système des circuits de légitimation, qui œuvrent loin des coteries car ne se soumettant pas à l’idéologie nihiliste dominante. » Quels sont ces artistes ? Bruno Gollnish ne le précise pas.

Tous ces discours se tiennent sur fond d’une hantise : celle de la décadence. Le 20 février, à la Roche-sur-Yon, une petite trentaine de militants ont manifesté contre la chorégraphie du Canadien Olivier Dubois, Tragédie, saluée par la critique au Festival d’Avignon. Cette pièce, qui montre neuf hommes et neuf femmes évoluant nus, a choqué la candidate FN Brigitte Neveux : elle a dénoncé dans la presse des « créateurs décadents se revendiquant hyprocritement de la culture ». Elle déclare au Monde : « C’est une représentation qui ne devrait pas être financée par nos impôts, mais être jouée dans un théâtre privé… Pour moi et les gens qui m’entourent, c’est un spectacle totalement décadent. »

Elle défend une politique culturelle « plus proche du peuple » et « plus classique ». Les abonnés devraient pouvoir choisir le répertoire du théâtre de la ville, à partir d’une liste proposée. « Les gens veulent des spectacles plus divertissants et plus traditionnels », affirme-t-elle. Lesquels ? Elle n’en sait rien encore. Mais elle prévient qu’elle veut réduire les dépenses culturelles : « Nous allons couper les crédits des associations communautaristes, religieuses et politiques qui défendent leurs intérêts avant ceux de tous. »

DÉCADENCE CULTURELLE DE LA FRANCE

Selon le spécialiste des extrêmes droites Jean-Yves Camus, cette dénonciation de la décadence culturelle de la France, associée à la corruption par le communautarisme, « est centrale dans la sous-culture du FN, qui fonctionne en vase clos, avec ses valeurs identitaires, ses grandes références, sa vision de l’histoire française, ses courants traditionnalistes et son éloge du “bon sens populaire” ». D’après lui, elle est toujours très présente parmi les anciens cadres, les militants de longue date et le cercle dirigeant : « Pour eux, la nation française est immuable, organique, séculaire, chrétienne ou païenne. Tout ce qui vient de l’étranger la subvertit, apportant la décadence, elle-même encouragée par les forces antinationales. »

Cette idéologie frontiste de la décadence française prend sa source dans l’élan contre-révolutionnaire et monarchiste des débuts du XIXe siècle, relayée ensuite par le « nationalisme intégral » de Charles Maurras (1868-1952), la figure de l’Action française qui a influencé toutes les droites conservatrices, réactionnaires et radicales. Selon Maurras, la philosophie des Lumières, la Révolution française, puis l’affaire Dreyfus ont contribué à instaurer le règne de l’argent, de l’individualisme libéral – donc antinational – et de l’« anti-France » : les protestants, les juifs, les francs-maçons et les « métèques » sont pour lui des « étrangers internes » dont les activités gangrènent une France entrée en décadence. En matière de culture, il se montre un fervent admirateur de la Provence, défend l’autonomie des régions et chante les folklores contre la modernité.

Depuis, cette imprécation contre la « décadence » n’a jamais cessé au sein de l’extrême droite. Elle a nourri, comme le montre l’étude de Juliette Rennes, de l’EHESS (Mots n° 58, 1999), les discours et les pamphlets antisémites de la droite des années 1930, d’Abel Bonnarde à Céline, dans sa composante royaliste ou fascisante. De l’autre côté du Rhin, en novembre 1937, le régime nazi organisait une grande exposition d’« art dégénéré » – opposé à l’« art héroïque » figuratif – pour montrer au peuple allemand la « gigantesque manipulation destinée à l’escroquer ». Parmi les dégénérés : Picasso, Chagall, Kirchner, Nolde.

Après guerre, ce réquisitoire reprend, bien décrit par l’universitaire Jean-Michel Barreau (Recherches & éducations n°7, 2004). Il suffit pour le constater de se reporter aux discours de Jean-Marie Le Pen : ses attaques contre la décadence apparaissent de façon récurrente dès la présidence de Giscard d’Estaing. « D’abandons en démissions, de faiblesses en lâchetés, Giscard va (…) dans le sens de la plus grande pente de la décadence », s’exclame-t-il le 27 février 1975 à la Mutualité, à Paris. Pour ses vœux de Noël 2012, sa fille, Marine Le Pen, évoque de son côté « l’insupportable réalité d’une société en pleine décadence ». Et Julien Rochedy, le président du Front national Jeunesse, publie en 2010 Le Marteau. Déclaration de guerre à la décadence moderne (Editions Praelego).

AGRESSIVITÉ CHRONIQUE

Pour Jean-Michel Barreau, la notion de décadence est inhérente à l’extrême droite, où elle engendre une agressivité chronique. « Elle permet de regarder de haut l’adversaire politique en le plaçant résolument dans le camp de la débauche, de l’impuissance, de la perdition et, en définitive, de la mort », analyse l’universitaire. Elle est bien pratique « pour se faire passer pour l’archange immaculé de l’ordre et de la renaissance quand les adversaires ne sont que les démons impurs de la décrépitude ».

C’est sur cette toile de fond que se développent une par une les grandes thématiques culturelles des candidats frontistes aux municipales. A commencer par la défense de l’identité culturelle locale. A Lyon, M. Gollnish a été écarté par Marine Le Pen de la direction du FN au profit de Christophe Boudot, un quadragénaire moins virulent. Que promet-il en matière culturelle ? Il s’engage « à rendre transparent le processus de nomination à la tête des institutions culturelles » : une manière polie de remettre en cause l’élitisme et l’éloignement du peuple des directions actuelles.

Surtout, il critique la Fête des lumières, la grande fête d’origine religieuse du 8 décembre. Ce jour-là, Lyon est illuminée par la population et par des dizaines d’artistes nationaux et internationaux – en 2013, elle a encore attiré 3 millions de personnes. Or, en novembre 2013, le candidat, moins lisse tout à coup, qui a affirmé qu’il ne célébrerait jamais un mariage homosexuel, déclare dans le journal d’extrême droite Présent : « Le maire a confisqué cette fête aux Lyonnais. Ce n’est plus la fête de Marie ni de l’Immaculée Conception, c’est la “Fête des lumières” de Gérard Collomb qui gère la ville avec ses réseaux francs-maçons. » Il propose de « restituer » cette fête aux Lyonnais, de lui redonner son statut de « fête religieuse » et de la distinguer de l’événement actuel, devenu selon lui une opération internationale, trop moderniste et trop éloignée de l’« identité lyonnaise ».

Plus généralement, la défense du patrimoine plutôt que des arts contemporains et de la modernité est le grand cheval de bataille du FN aux municipales : elle revenait déjà comme un leit-motiv dans le programme présidentiel de Marine Le Pen. Le politologue Pascal Perrineau, professeur à Sciences Po, associe « la conception très patrimoniale du FN » à « son nationalisme culturel », qu’il faut coupler selon lui avec la notion de « traditionalisme », mais aussi de « priorité nationale » que le parti défend dans l’emploi, la gestion municipale et la vie politique.

« STOPPER LE CLIENTÉLISME CULTUREL »

Wallerand de Saint-Just, candidat à la Mairie de Paris et avocat de Jean-Marie Le Pen, défend ce type de position. Son projet, « Paris capitale de la France », ignore tout des cultures électroniques, scientifiques, photographiques ou des arts vivants, mais il est assorti de propositions volontaristes. S’il reconnaît « ne pas rejeter tout ce qu’a fait Bertrand Delanoë pour les musées parisiens » et entend « perpétuer Paris Plage et Nuit blanche », il veut « stopper le clientélisme culturel » de la gauche. Du côté des subventions, il se montre sévère. Des lieux comme Le 104 (19e) et la Maison des métallos (11e) sont mis sur la sellette en raison d’un déficit chronique et d’une « programmation artistique très faible », selon le candidat. Le FN, à Paris comme ailleurs, veut mettre fin « aux dépenses de prestige et aux gaspillages innombrables comme les subventions aux associations ».

A quelles associations le candidat veut-il couper les vivres ? Aux « multiculturelles ». Impossible de savoir ce que recouvre cette expression. L’association Arpej, qui enseigne le jazz, une musique multiculturelle par définition, est-elle visée ? Les musiques électroniques, qui mixent et fusionnent les genres musicaux, le sont-elles ? « Non, nous ne voulons pas nous en prendre au jazz ! assure M. de Saint-Just. Le multiculturalisme, ce sont les associations qui veulent défavoriser la culture française au profit des cultures étrangères. » Entend-il alors couper les crédits des associations culturelles d’autres pays ? « Nous ne voulons pas interdire des œuvres et des livres étrangers ou des associations qui jouent des tambours de tel ou tel pays. (…) C’est une question d’équilibre. Nous voulons en faire plus pour la langue et la culture françaises, comme pour le patrimoine parisien, dont les églises se dégradent, voyez celle de Saint-Merri ! »

Quand on sait que Wallerand de Saint-Just a été un temps l’avocat de l’Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l’identité française et chrétienne (Agrif), on peut s’inquiéter du flou artistique qu’il entretient : ces dernières années, cette association a demandé l’interdiction ou la censure de films comme Je vous salue, Marie (1985), de Jean-Luc Godard, Amen (2002), de Costa-Gavras, Il gèle en enfer (1990) de Jean-Pierre Mocky, La Dernière Tentation du Christ (1988), de Martin Scorsese, et d’émissions comme « Les Guignols de l’info », mais aussi du journal satirique Charlie Hebdo, du livre de photographies I.N.R.I., (1999) de Bettina Reims et Serge Bramly, et de plusieurs expositions d’art contemporain.

Cette inquiétude redouble lorsqu’on se souvient de la politique menée par le FN dans les quatre municipalités qu’il a dirigées entre 1995 et 2002. Du côté des associations, ce fut un grand nettoyage. A Vitrolles (Bouches-du-Rhône), Catherine Mégret (maire de 1997 à 2002) avait supprimé des subventions accordées aux syndicats et aux mouvements humanitaires, limogé la directrice du cinéma d’art et d’essai Les Lumières, fermé le bar musical Le Sous-marin.

FÊTE DE LA LIBERTÉ DU LIVRE

A Toulon, Jean-Marie Le Chevallier (1995-2001) avait transformé en 1996 la traditionnelle Fête du livre en Fête de la liberté du livre : il y accueillait de nombreux stands de littérature d’extrême droite. Il avait également refusé de rendre un hommage prévu à l’écrivain Marek Halter, jugé « internationaliste et mondialiste ». Après avoir fait ériger une statue de Raimu au centre-ville, pour valoriser « l’identité provençale » de Toulon, il avait fait pression sur Gérard Paquet, le créateur du Théâtre national de Châteauvallon, pour qu’il change sa programmation « trop moderne » avant de le licencier en janvier 1997.

A Marignane, Daniel Simonpieri, maire de 1995 à 2008, avait mis fin aux abonnements de la bibliothèque municipale à Libération, La Marseillaise et L’Evénement du jeudi pour les remplacer par Présent, Rivarol et National-Hebdo. Des ouvrages sur l’homosexualité ou le féminisme avaient été bloqués par la mairie tandis que 75 livres rédigés par des auteurs du FN, d’extrême droite, royalistes ou négationnistes étaient commandés sans que les bibliothécaires en soient avertis.

A Orange, Jacques Bompard, maire depuis 1995 et président de la Ligue du Sud, a supprimé la subvention des Chorégies, le plus ancien festival d’art lyrique de France, et du centre culturel Mosaïques, organisateur des Nuits du théâtre antique. D’après l’inspection générale des bibliothèques, il a fait suspendre l’achat des suppléments littéraires de Libération et du Monde ; des ouvrages de Didier Daeninckx et Jean Lacouture ont été rayés des listes, comme d’autres, qui traitaient du racisme, du rap, du mondialisme, des contes étrangers, ou qui ne relevaient pas des « bonnes mœurs ».

Dans son discours politique médiatique, comme l’explique Sylvain Crépon, auteur d’une Enquête au cœur du nouveau Front national (Nouveau monde, 2012), « le FN mariniste a opéré un toilettage pour éviter de se montrer trop connoté à l’extrême droite ». Les militants et les cadres restent cependant imprégnés de l’idéologie passéiste et autoritaire de cette mouvance. C’est dans le domaine de la culture qu’elle se révèle au grand jour car elle constitue toujours l’ossature intellectuelle du FN.